

**DECLARATION DE SON EXCELLENCE
MONSIEUR LE PRESIDENT DE
LA REPUBLIQUE DU CONGO**

**AU DEBAT GENERAL DE LA 72^{ème}
SESSION ORDINAIRE DE
L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES**

New York, le 20 septembre 2017

- **Monsieur le Président de l'Assemblée Générale ;**
- **Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies ;**
- **Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;**
- **Excellences Mesdames et Messieurs ;**

Je voudrais vous adresser, au nom de ma délégation et au mien propre, Monsieur le Président, toutes nos sincères félicitations pour votre élection à la présidence de la 72^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

De même, j'exprime toute notre reconnaissance à votre prédécesseur, monsieur Peter THOMSON, à qui nous rendons un vibrant hommage pour le travail accompli.

A monsieur Antonio GUTERRES, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, je réitère mes vœux de succès et de réussite dans l'accomplissement de son mandat.

Je note, avec intérêt, la haute portée du thème de ce débat général.

En effet, rendre la priorité à l'être humain, garantir la paix et la vie décente à tous sur une planète préservée, tel est énoncé le défi majeur qui commande, à nous tous, une attitude d'ouverture et de responsabilité.

Monsieur le Président,

L'humanité est confrontée à de nombreux défis.

Le terrorisme élargit, chaque jour, son champ d'action.

Aucun continent n'est à l'abri des violences perpétrées au nom de l'extrémisme et des replis identitaires.

La recrudescence des tensions dans la péninsule coréenne pourrait ouvrir la voie à un conflit nucléaire sans commune mesure.

La situation en Syrie et en Irak, le conflit israélo-palestinien, la menace nucléaire, les crises en Afrique et dans les autres parties du monde posent ouvertement l'exigence morale et urgente de la PAIX.

La paix, cette valeur sans laquelle rien de constructif et de durable n'est possible, a toujours été notre crédo de tous les instants.

Chaque fois que les circonstances le permettent, le CONGO, s'emploie à défendre les idéaux de Paix et de Justice en Afrique et dans le reste du Monde.

C'est dans ce cadre que mon pays va accueillir, le 19 octobre 2017, le 7^{ème} Sommet de la Conférence Internationale sur la région des grands Lacs et la réunion de Haut niveau du mécanisme de suivi de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République Démocratique du Congo et la région.

Ce Sommet offrira l'opportunité d'envisager les voies et moyens de règlement des différentes crises en cours dans cette partie de notre continent.

Outre la République Démocratique du Congo, d'autres pays de la région des grands Lacs sont confrontés à des crises diverses. Je pense particulièrement à la République Centrafricaine, au Burundi et au Soudan du Sud.

S'agissant de la République Centrafricaine, le processus de retour à la paix suit normalement son cours.

Le soutien du Congo au gouvernement et au peuple centrafricains est acquis.

La mise en œuvre de la Feuille de route pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, adoptée en juillet 2017 sous l'égide de l'Union Africaine, devrait donner une nouvelle impulsion en vue de la stabilisation de ce pays frère.

Au demeurant, la recherche de solutions pour une sortie de crise effective en Libye, dans le cadre du mandat confié par l'Union Africaine au Congo qui en assure la présidence, progresse assurément dans le bon sens.

La tenue, le 9 septembre dernier à Brazzaville, de la Quatrième réunion du Comité de Haut niveau de l'Union Africaine sur la Libye, a permis des avancées fort encourageantes.

Tous les acteurs majeurs de la crise libyenne ainsi que les membres des comités de dialogue mis en place par les libyens eux-mêmes, ont fait le déplacement de Brazzaville, pendant ou juste après le Sommet.

Un communiqué final et une Feuille de route ont été adoptés à l'issue des travaux.

Le Comité unifié de dialogue inter-libyen a démarré ses discussions qui porteront essentiellement sur la modification de l'Accord de Skhirat du 17 décembre 2015 et la conférence inter-libyenne à Addis-Abeba en décembre prochain.

Du haut de cette tribune, je voudrais renouveler la détermination de mon pays à toujours œuvrer en faveur de la paix en Libye.

C'est pourquoi, j'exhorte la communauté internationale à appuyer les efforts du Congo en faveur de ces initiatives propices à un dénouement heureux de ces différentes crises.

Monsieur le Président,

A n'en point douter, la pauvreté constituera toujours un défi planétaire durable, tant que ne sera brisé le cycle de la dépendance et des contingences dramatiques, imposées par l'évolution préoccupante des écosystèmes naturels.

En cela, le caractère globalisant et interdépendant de la réponse demeure incontestable.

Par-delà nos différences, doivent se retrouver les capacités régulatrices des grandes puissances, en articulation avec la recherche des paradigmes adaptés et des solidarités plus efficaces, pour faire avancer les économies en marche vers le développement.

L'équilibre du Monde est à ce prix.

C'est dans ce contexte particulier que l'Afrique est touchée par le drame de l'émigration, au large de la Méditerranée.

De même, les déplacements forcés des populations vers des espaces plus hospitaliers, du fait des changements climatiques, donnent la mesure de la détresse des hommes, des femmes et des enfants qui en sont victimes.

Nous sommes donc tous interpellés.

Il nous faut agir en profondeur, de manière solidaire et dans la compréhension mutuelle, pour contenir ces exodes vers l'incertitude et préserver la vie des milliers d'africains.

Véritable enjeu mondial, le climat a fait l'objet d'échanges prometteurs sur l'avenir, lors de la Conférence de Paris, en 2015. Dans l'urgence, les engagements pris doivent être tenus.

Comme un retour sur la conscience collective de l'humanité, c'est ici le lieu d'exprimer toute notre compassion et notre solidarité à l'endroit des populations victimes des conséquences néfastes des changements climatiques.

Je pense particulièrement aux effets dévastateurs de l'Ouragan IRMA en Amérique, des inondations et des glissements de terrain en Asie et dans certains pays d'Afrique, plus précisément en SIERRA LEONE.

Convenons, une fois de plus, que la protection de l'environnement est une obligation commune et incontournable.

En écho à ce postulat, mon pays a initié le Fonds Bleu pour le Bassin du Congo, en marge de la 22^{ème} Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations-Unies sur le changement climatique (COP 22).

Le Mémorandum d'entente signé, en mars dernier à OYO au CONGO, marque la première étape de sa création.

Cet instrument financier vise à assurer une meilleure qualité de vie à nos peuples et protéger les forêts du Bassin du Congo, deuxième poumon vert d'un seul tenant du monde après l'Amazonie.

J'invite la Communauté internationale à accompagner le CONGO dans cette initiative engagée pour préserver toute notre planète du réchauffement climatique.

Monsieur le Président,

La vie décente pour tous, c'est aussi permettre à nos populations de bénéficier d'un état de santé de qualité.

La prolifération des médicaments contrefaits et sous-standards constitue de plus en plus une menace sérieuse et tentaculaire pour le monde, particulièrement pour les pays en développement.

L'expansion de ce fléau rappelle les contours d'un trafic judicieusement organisé pour soutenir le financement du terrorisme.

Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, 800.000 décès par an sont dus aux faux médicaments.

Environ 10% des médicaments en circulation dans le monde seraient contrefaits.

En Afrique et dans les pays du Sud en général, ce chiffre atteindrait 40%, voire 60% dans certaines régions.

En plus des efforts consentis par l'Organisation Mondiale de la Santé, il convient d'entreprendre des actions d'envergure au niveau de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, en vue de définir une stratégie globale de lutte contre ce péril.

Le plaidoyer en cette matière porte sur la mobilisation constante de tous les pays, notamment à travers une attention soutenue et des allocations financières substantielles.

Pour notre part, mon pays s'est engagé dans ce combat en collaboration avec la Fondation « Brazzaville pour la Paix et la Préservation de l'environnement ».

Monsieur le Président,

La République du Congo traverse une étape marquée par un contexte socio-économique préoccupant dû à la chute drastique des cours pétroliers.

Des ajustements budgétaires sont désormais envisagés, avec l'appui des institutions financières internationales.

En dépit de cette conjoncture morose, le Congo poursuit sa marche résolue vers la consolidation de la démocratie. Plus que jamais, les vertus du dialogue constructif sont mises à contribution.

L'armature institutionnelle a été mise en place à l'issue des élections présidentielle, législative, locale et sénatoriale.

Les forces vives de la Nation exercent leurs prérogatives en totale liberté.

Monsieur le Président,

Transformer le monde en havre de paix et de prospérité est possible. Nous en avons les preuves au fil des jours qui passent. Il nous revient de le réaliser, sans jamais laisser personne au bord de la route.

Je vous remercie.